

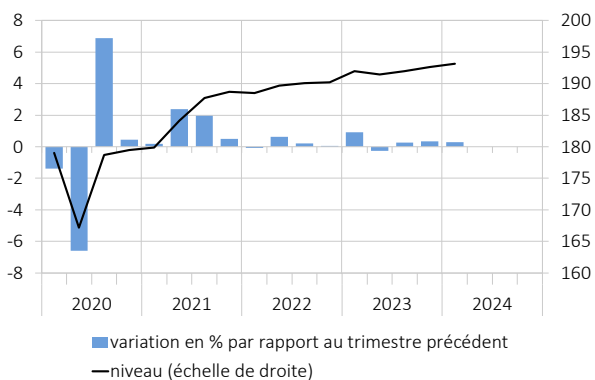
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Une croissance économique modérée, comparable à celle des trimestres précédents, a été observée au 1^{er} trimestre 2024. Le PIB corrigé des événements sportifs a progressé d'un peu moins de 0,3 %, un chiffre identique à celui du 4^e trimestre 2023 (graphique 1).^{1, 2} Ce résultat trimestriel, qui devrait se situer dans le haut de la fourchette des attentes générales, inscrit parfaitement la Suisse dans la tendance européenne.

graphique 1 : PIB

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, niveau en mia de francs



source : SECO

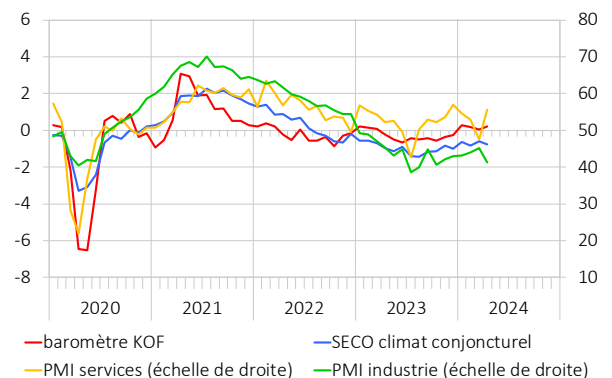
Le secteur des services a continué de soutenir la croissance au 1^{er} trimestre, notamment dans les secteurs de la consommation que sont le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé à un rythme un peu plus vif qu'au cours des trimestres précédents, soutenues par de nouvelles hausses de l'emploi et de la rémunération des salariés, dans le contexte d'un renchérissement toujours modéré. Les investissements ont fourni de nouvelles im-

pulsions à la demande intérieure : en effet, pour la première fois depuis quatre trimestres, les investissements en équipements ont affiché une hausse.

En revanche, le développement de l'industrie manufacturière, dont le principal moteur a été l'industrie chimique et pharmaceutique, est resté faible. Dans l'ensemble, l'industrie manufacturière a toutefois terminé le trimestre en légère hausse. Cette stabilisation se confirme dans l'agrégat des branches industrielles qui sont particulièrement tributaires de la conjoncture internationale et au cours de change.

graphique 2 : Indicateurs conjoncturels Suisse

baromètre KOF, climat conjoncturel SECO : moyenne = 0 ; PMI : seuil de croissance = 50



sources : KOF, SECO, UBS/Procure

Ces derniers mois, les indicateurs usuels se sont souvent stabilisés à des niveaux relativement bas (graphique 2), laissant présager un dynamisme économique modéré dans un avenir proche. Il apparaît également que l'hétérogénéité entre le secteur industriel et le secteur des services n'est pas près de disparaître.

¹ Valeurs corrigées des événements sportifs, révisées par rapport à l'estimation rapide du 16 mai, qui était de +0,2 %. En valeurs non corrigées des événements sportifs, le PIB a progressé de 0,5 % au 1^{er} trimestre.

² Ci-après sont décrits, en termes réels, corrigés des variations saisonnières et calendaires et (le cas échéant) corrigés des événements sportifs, les taux de variation, par rapport au trimestre précédent, des agrégats de l'économie nationale. Les agrégats concernés par les effets des événements sportifs sont : PIB, agrégat sectoriel « Arts, spectacles et activités récréatives », exportations et importations de services.

Produit intérieur brut

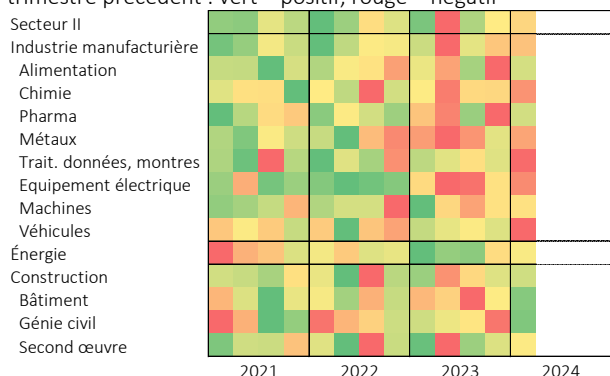
Production

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse corrigé des événements sportifs a augmenté de 0,3 % au 1^{er} trimestre 2024 (graphique 1 et p. 8 ; non corrigé des événements sportifs : 0,5 %).

La valeur ajoutée dans l'**industrie manufacturière** a légèrement diminué (-0,2 %) au 1^{er} trimestre. Ce résultat est essentiellement le fait de l'**industrie chimique et pharmaceutique**, dont l'évolution morose des derniers trimestres s'est poursuivie (-0,9 %). Dans les autres branches industrielles, la valeur ajoutée a enregistré, de justesse, une croissance positive. La situation des indicateurs reste cependant mitigée pour les secteurs industriels typiquement plus sensibles aux fluctuations conjoncturelles. Les exportations de machines, par exemple, ont stagné et celles de véhicules ont diminué. Les chiffres d'affaires nominaux ont, eux aussi, assez largement baissé, sauf dans l'industrie des machines (graphique 3).

graphique 3 : Chiffres d'affaires dans l'industrie

valeurs nominales désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent : vert = positif, rouge = négatif



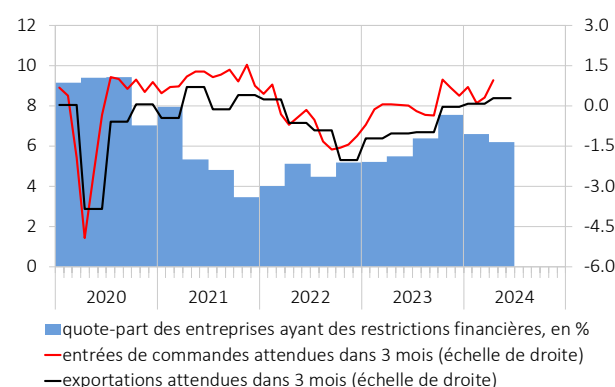
La situation s'est toutefois légèrement améliorée au début du 2^e trimestre 2024. En avril, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont fortement progressé. En outre, selon les enquêtes, les entreprises de l'industrie manufacturière s'attendent, dans les mois à venir, à une hausse de la demande, aussi bien de la part du marché intérieur que de l'étranger.³ Les conditions financières ont également continué de s'améliorer : la proportion d'entreprises industrielles rencontrant des « difficultés de financement » en tant qu'obstacle à la production a encore diminué récemment (graphique 4).

Dans le **secteur de la construction**, la valeur ajoutée a légèrement augmenté au 1^{er} trimestre (+0,3 %). Les

chiffres d'affaires du génie civil et du bâtiment ont évolué positivement. Le **secteur de l'énergie** a également enregistré une hausse de la valeur ajoutée (+2,1 %). Les centrales hydroélectriques, en particulier, ont contribué à ce résultat grâce à l'augmentation de leur production d'électricité. Globalement, le **secteur secondaire** a stagné.

graphique 4 : Indicateurs du développement industriel

valeurs désaisonnalisées, entrées de commandes et exportations attendues : soldes standardisés



source : KOF

Le faible développement de l'industrie est compensé par la croissance du **secteur des services**. Avec une contribution à la croissance de 0,3 point de pourcentage, l'évolution correspond à la moyenne historique.

Dans le **commerce de détail**, la valeur ajoutée a augmenté à un rythme supérieur à la moyenne (+1,4 %). Les chiffres d'affaires dans ce secteur ont connu au 1^{er} trimestre 2024 leur plus forte progression depuis deux ans, et cela sur une large palette de groupes de biens. Ces résultats reflètent l'évolution vigoureuse des dépenses de consommation des ménages. Bien que les deux mois qui l'ont précédé aient été favorables, celui de mars a été marqué par une large baisse des chiffres d'affaires (graphique 5), mais si l'on en croit les résultats d'enquête, les entreprises continuent de tabler sur une évolution robuste de leurs chiffres d'affaires au cours des prochains mois. Soutenue par l'évolution positive du commerce de détail, la valeur ajoutée du **commerce** a globalement augmenté au 1^{er} trimestre (+1,3 %).

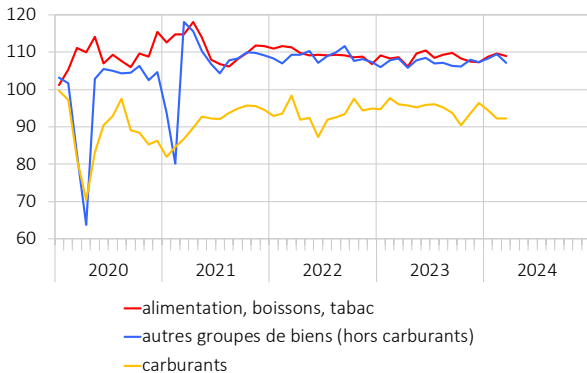
La valeur ajoutée dans le secteur de l'**hôtellerie et de la restauration** a également marqué une évolution positive (+1,3 %). Certes, le nombre des nuitées a régressé au 1^{er} trimestre. Après une forte croissance au trimestre

³ <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/communiqués-de-presse/2024/05/enquetes-conjoncturelles.html>

précédent, le nombre des visiteurs nationaux et étrangers a baissé. Mais la branche de la restauration a toutefois bénéficié d'une hausse de la demande. Le secteur des **transports et des communications** (+0,0 %) continue de souffrir du faible dynamisme de l'industrie, ce qui se traduit par une évolution modérée du transport de marchandises. En revanche, le transport de voyageurs a continué sur sa lancée haussière des derniers trimestres, bien qu'à un rythme plus modéré.

graphique 5 : Chiffres d'affaires du commerce de détail

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne de 2015 = 100

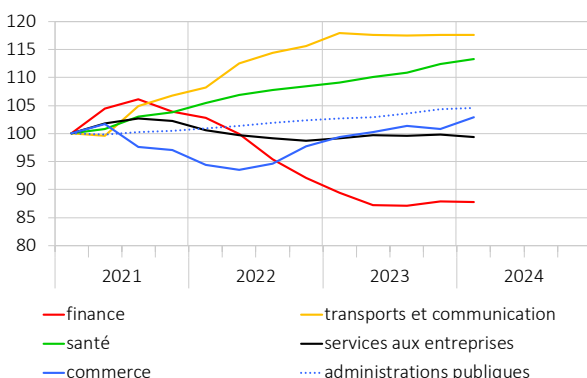


source : OFS

Les autres branches des services ont connu une évolution hétérogène (graphique 6) : les **services financiers** ont enregistré une performance négative (-0,2 %) liée à une baisse des opérations sur le différentiel des taux d'intérêt. La valeur ajoutée des **services liés aux entreprises** a également diminué (-0,3%). En revanche, les rubriques **Santé et action sociale** (+0,8 %) et **Administration publique** (+0,2 %) ont connu une hausse de la valeur ajoutée.

graphique 6 : Valeur ajoutée, secteurs des services

valeurs réelles désaisonnalisées, 1^{er} trimestre 2021 = 100

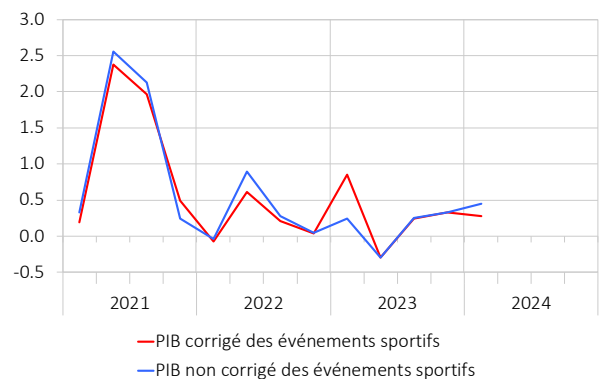


source : SECO

Durant les mois d'été 2024, deux grands événements sportifs internationaux ayant une incidence sur le PIB de la Suisse auront lieu : le championnat d'Europe de football, en Allemagne, et les Jeux olympiques d'été, à Paris.⁴ Au 1^{er} trimestre, les premiers effets de ces événements sont déjà perceptibles : dans la rubrique **Arts, spectacles et activités récréatives**, la valeur ajoutée a bondi (+29,0 %), alors que la valeur ajoutée corrigée des événements sportifs n'a que légèrement progressé (+0,4 %). En conséquence, le taux de croissance du PIB (non corrigé des événements sportifs) a été de 0,5 % au 1^{er} trimestre et celui du PIB corrigé des événements sportifs de 0,3 %. (graphique 7). Aux 2^e et 3^e trimestres, durant lesquels se dérouleront les événements sportifs précités, leur incidence sur le PIB devrait être encore plus marquée.

graphique 7 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Enfin, un autre effet spécial se reflète dans le déflateur du PIB au 1^{er} trimestre. La TVA ayant été augmentée au 1^{er} janvier 2024⁵, les taxes nominales sur les produits ont, elles aussi, augmenté. Cependant, la hausse du taux a également pour effet d'augmenter le prix de marché des biens vendus, c'est-à-dire le déflateur du PIB. Ceci explique en grande partie la hausse de 0,9 % dans le déflateur du PIB.

⁴ La valeur ajoutée qui en résulte pour les organisations sportives internationales ayant leur siège juridique en Suisse est comptabilisée dans le PIB suisse. V. <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2023/02/pourquoi-la-coupe-du-monde-au-qatar-augmente-le-pib-de-la-suisse/>.

⁵ <https://www.estv.admin.ch/estv/fr/accueil/taxe-sur-la-valeur-ajoutee/taux-tva-suisse/relevement-des-taux-impot-2024.html>

Dépenses

Consommation

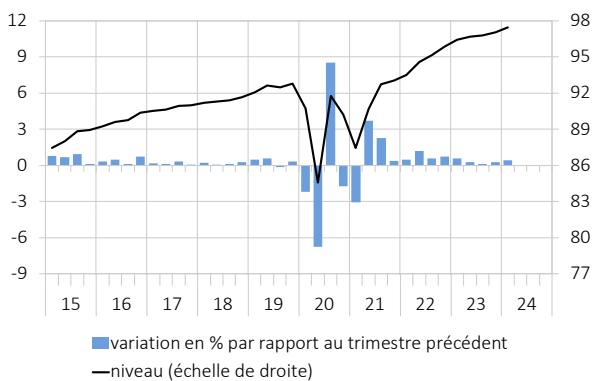
La **consommation privée** ayant progressé de 0,4 % au 1^{er} trimestre (graphique 8 et p. 9 s.)⁶, la croissance de la consommation s’est ainsi légèrement accélérée en début d’année.

Les rubriques Logement et Santé ont poursuivi leur évolution positive, à la faveur de la croissance démographique. Les dépenses dans les transports publics et les voyages à l’étranger ont également augmenté en raison de l’intensification des voyages. En revanche, l’évolution des transports privés a été faible, après un début d’année timide en termes d’immatriculations de voitures neuves. Des conditions météorologiques historiquement douces en février ont également limité les besoins en chauffage.

La demande dans le commerce de détail a connu un fort développement. En particulier, les dépenses en produits alimentaires se sont nettement intensifiées. Mais les dépenses ont également augmenté de façon générale dans le secteur non alimentaire.

graphique 8 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs

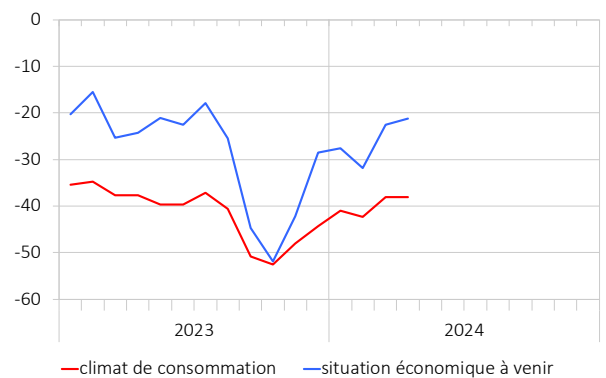


source : SECO

Il s’ensuit que l’indice du climat de consommation, revenu au niveau de l’année précédente depuis mars (graphique 9), montre actuellement une certaine tendance à l’amélioration. Cela s’explique notamment par une opinion plus optimiste des personnes interrogées par rapport à l’évolution future de l’économie. En avril, elles se sont également montrées plus optimistes qu’il y a un an en ce qui concerne leur propension à faire des achats importants.

graphique 9 : Climat de consommation

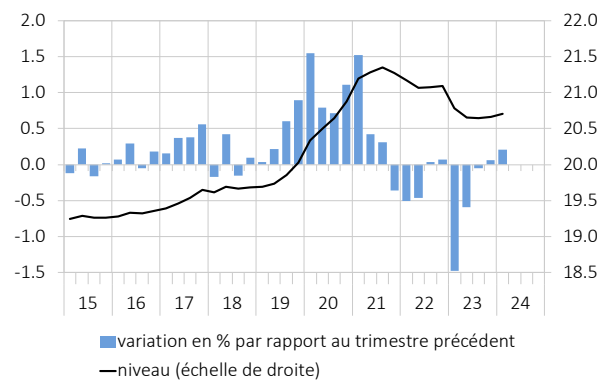
indices



source : SECO

graphique 10 : Consommation de l’État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

Les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont augmenté de 0,2 % au 1^{er} trimestre (graphique 10). L’augmentation nominale des dépenses a été contrebalancée par une hausse des prix, ce qui a freiné la progression en termes réels.

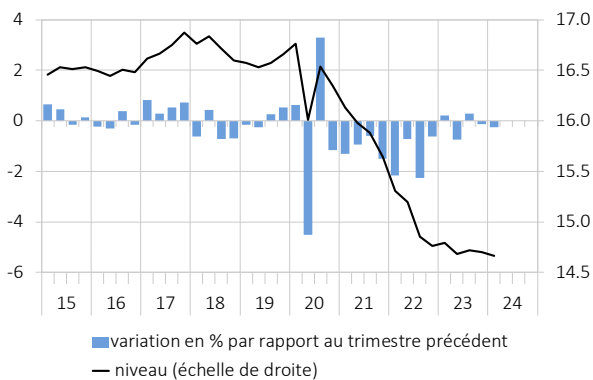
Investissements

Les **investissements dans la construction** ont légèrement reculé au 1^{er} trimestre (-0,2 % ; graphique 11).⁷ En effet, alors que les investissements dans l’immobilier résidentiel ont de nouveau augmenté, les investissements dans les bâtiments commerciaux, notamment, ont diminué.

⁶ Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

⁷ Il convient de noter que les investissements dans la construction et les chiffres d’affaires de la construction (v. p.2) n’ont pas la même définition.

graphique 11 : Investissements dans la construction
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs

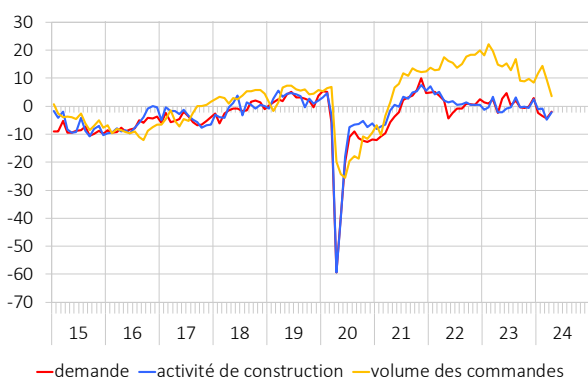


source : SECO

Les facteurs de pression sur le secteur de la construction se sont réduits au 1^{er} trimestre⁸, tout comme les difficultés d'approvisionnement, qui devraient cesser d'être un obstacle majeur. De même, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée a continué de se résorber récemment, même si elle reste importante en comparaison historique. Le poids des difficultés de financement s'est lui aussi amoindri. Bien que la faiblesse de la demande soit toujours pointée du doigt par les entreprises interrogées, elle est moins souvent évoquée qu'au trimestre précédent.

Dans l'ensemble, les entreprises prévoient actuellement un léger recul de l'activité et de la demande dans la construction au cours des prochains mois (graphique 12). La récente détérioration des carnets de commandes dans le secteur de la construction ne laisse guère présager une reprise rapide des investissements dans la construction.

graphique 12 : Construction, indicateurs de confiance
soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois



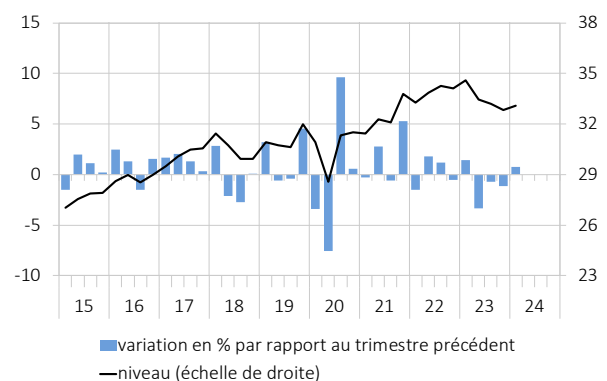
source : KOF

Les facteurs fondamentaux du marché immobilier suisse et les perspectives à moyen terme restent toutefois favorables. La population a continué d'augmenter jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre, ce qui devrait soutenir la demande.

D'autre part, les logements vacants ont nettement diminué en raison de la faible activité de construction de logements au cours des trois dernières années, ce qui devrait contribuer à une nouvelle hausse des loyers proposés et à un regain d'intérêt des investisseurs pour les immeubles de rendement.

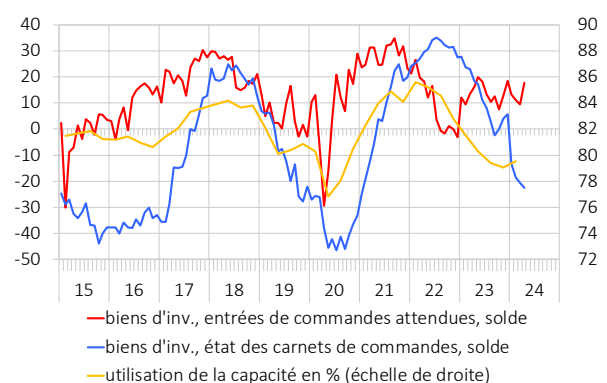
Les investissements en biens d'équipement ont connu une hausse de 0,8 % au 1^{er} trimestre (graphique 13). Les investissements dans les véhicules et dans l'informatique, ainsi que dans le domaine de la recherche et du développement ont augmenté. En revanche, les investissements dans les machines et les services informatiques ont connu un nouveau recul.

graphique 13 : Investissements en biens d'équipement
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

graphique 14 : Indicateurs, industrie
valeurs désaisonnalisées



source : KOF

Le climat d'investissement reste peu porteur : les indicateurs de confiance dans l'industrie sont faibles en comparaison historique. La tendance baissière de l'utilisation des capacités de production semble s'inverser, bien qu'à un bas niveau (graphique 14). Par conséquent, les fabricants de biens d'investissement considèrent actuellement la faiblesse de la demande comme le principal obs-

⁸ <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/communiqués-de-presse/2024/05/enquetes-conjoncturelles.html>

taclé à la production. L'évaluation des carnets de commande a continué à se dégrader selon les données récentes. Toutefois, les commandes devraient augmenter au cours des prochains mois.

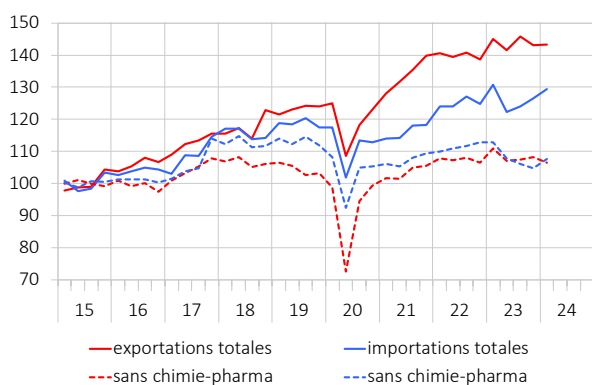
Commerce extérieur

Au 1^{er} trimestre 2024, le commerce extérieur corrigé des événements sportifs a, dans son ensemble, apporté une contribution négative à la croissance (v. aussi p. 9 s.). Tant le commerce de marchandises que celui des services ont contribué à ce résultat négatif.

Au 1^{er} trimestre 2024, les **exportations de marchandises**⁹ ont enregistré une faible croissance de 0,2 % (graphique 15). Cette tendance est en phase avec le climat conjoncturel modéré dans le secteur industriel international et l'évolution des cours de change. Elle se reflète également dans celle des exportations de marchandises hors produits chimiques et pharmaceutiques, qui ont baissé au 1^{er} trimestre et retrouvé leur niveau de fin 2022.

graphique 15 : Commerce extérieur de marchandises

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2015 = 100

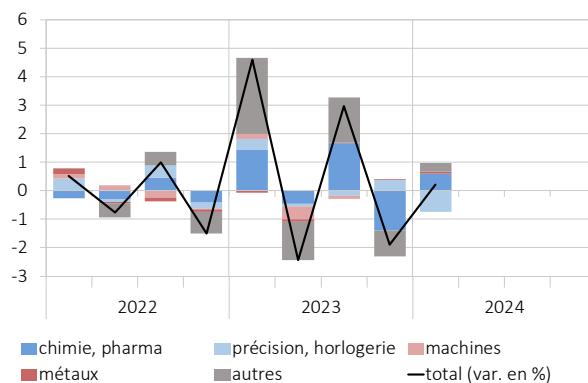


source : SECO

Si l'on considère les différentes rubriques, on constate que les exportations de marchandises ont évolué de manière hétérogène au 1^{er} trimestre (graphique 16). Les rubriques des produits chimiques et pharmaceutiques, des biens agricoles et des métaux ont fourni une impulsion positive. À l'inverse, la rubrique Instruments de précision, horlogerie et bijouterie a donné une impulsion négative. Ses trois sous-rubriques ont contribué négativement au résultat.

graphique 16 : Exportations de marchandises, contributions à la croissance

valeurs réelles désaisonnalisées, par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



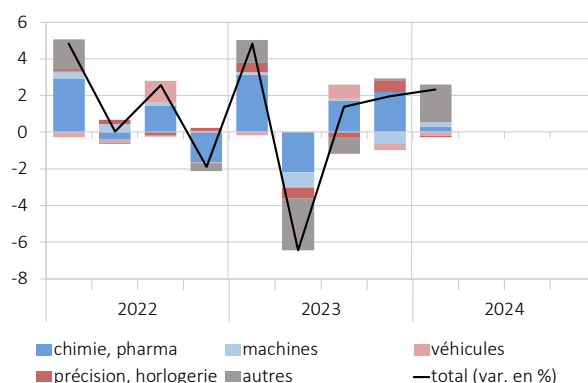
source : SECO

Les **importations de marchandises**, en revanche, ont connu une expansion nettement supérieure à la moyenne au 1^{er} trimestre 2024, avec une croissance de 2,3 % (graphique 15). Même à l'exclusion de la rubrique des produits chimiques et pharmaceutiques, les importations de marchandises affichent un retour à la hausse, alors qu'elles n'ont fait que reculer au cours des trois trimestres précédents.

La croissance des importations de marchandises a été largement étayée par les rubriques correspondantes : hormis la rubrique des véhicules et la sous-rubrique de la bijouterie, toutes deux susceptibles de subir de fortes variations d'un trimestre à l'autre, les rubriques principales ont toutes contribué positivement à la croissance (graphique 17).

graphique 17 : Importations de marchandises, contributions à la croissance

valeurs réelles désaisonnalisées, par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



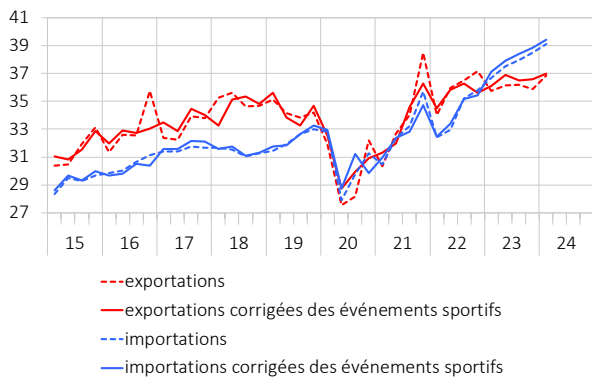
source : SECO

⁹ Ci-après, afin de faciliter l'interprétation conjoncturelle, les exportations et importations de marchandises sont commentées à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences de définition et de déflation, les chiffres présentés ici diffèrent de ceux de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Les formes abrégées suivantes sont utilisées dans les graphiques : « chimie, pharma » : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; « machines » : machines, appareils et électronique.

Déjà positives au trimestre précédent (0,3 %), les **exportations de services** corrigées des événements sportifs ont de nouveau progressé au 1^{er} trimestre (1,0 %) (non corrigées des événements sportifs : 2,7 % ; contre -0,8 % au trimestre précédent ; graphique 18). L'évolution a été hétérogène du point de vue des rubriques. On note en particulier une augmentation des exportations de licences et brevets ainsi que des services de transport, tandis que celles relatives à la recherche et au développement ont reculé. Les exportations touristiques ont connu une évolution positive dans l'ensemble. Ce résultat s'explique dans une large mesure par la hausse continue du nombre de travailleurs frontaliers. Par contre, le nombre des nuitées de visiteurs étrangers, en valeurs désaisonnalisées, a accusé un léger recul au 1^{er} trimestre (graphique 19).

graphique 18 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles désaisonnalisées, niveaux en mio de francs

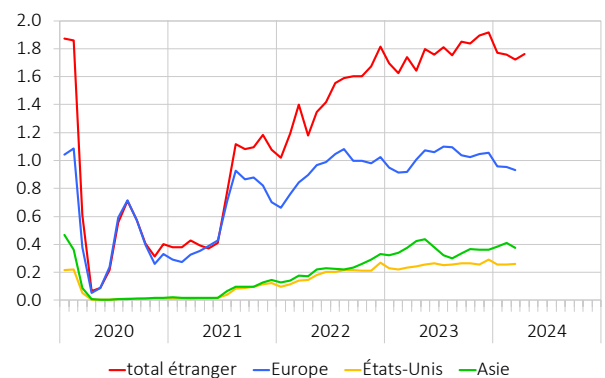


source : SECO

Les **importations de services** ont atteint une croissance supérieure à la moyenne au 1^{er} trimestre, soit 1,5 % contre 1,2 % au trimestre précédent (valeurs non corrigées des événements sportifs : 1,7 % contre 1,3 % ; graphique 18). Ce sont notamment les importations de services de télécommunication, d'informatique et d'information qui ont contribué à cette évolution. Les importations de licences et de brevets, les autres services aux entreprises et les services financiers ont eux aussi augmenté. De leur côté, les importations de services de recherche et développement et de services de transport ont diminué.

graphique 19 : Nuitées selon la provenance des touristes

valeurs désaisonnalisées, en mio



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

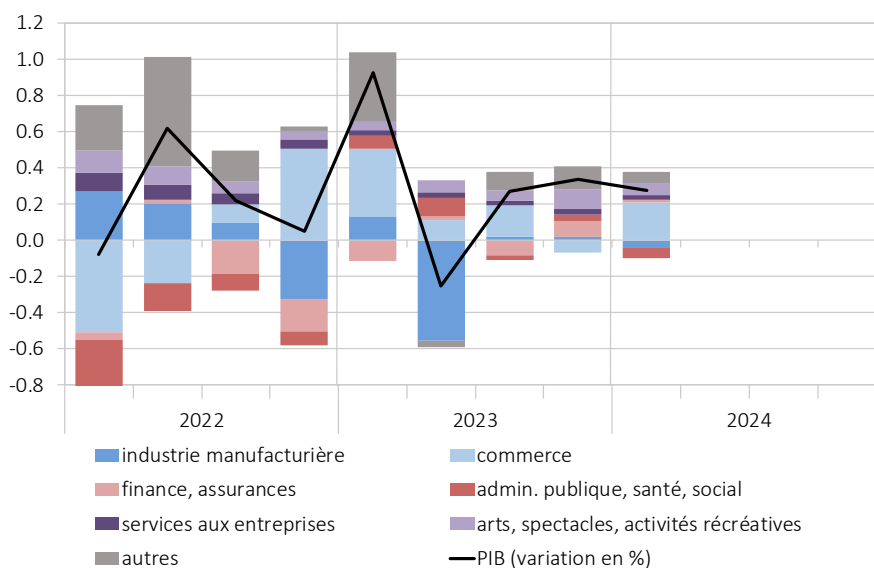
	23:2	23:3	23:4	24:1
Produit intérieur brut*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	-0.3	0.3	0.3	0.3
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	-0.3	0.3	0.3	0.5
Industrie manufacturière	-3.0	0.1	0.1	-0.2
Construction	-0.9	-0.3	0.0	0.3
Commerce	1.0	1.2	-0.5	1.3
Hébergement, restauration	9.1	-4.1	2.2	1.3
Finance, assurances	-1.0	0.2	0.8	0.2
Services aux entreprises	0.6	-0.2	0.2	-0.3
Administration publique	0.2	0.7	0.7	0.2
Santé, social	0.9	0.7	1.4	0.8
Arts, spectacles, activités récréatives*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	1.0	0.4	-0.2	0.4
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	1.0	0.8	0.6	29.0
Autres	-0.5	0.0	0.5	0.2

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, agrégat sectoriel « Arts, spectacles, activités récréatives ».

source : SECO

graphique 20 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce; réparation d'automobiles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administrations publiques** : Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine et activités sociales, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles et activités récréatives** : Noga 90 à 93 ; **Autres** : Agriculture, sylviculture et pêche, Noga 01 à 03 ; Industries extractives, Noga 05 à 09 ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution, Noga 35 à 39 ; Transports et entreposage, Noga 49 à 53 ; Information et communication, Noga 58 à 63 ; Enseignement, Noga 85 ; Autres activités de services, Noga 94 à 96 ; Activités des ménages en tant qu'employeurs et pour usage final propre, Noga 97 à 98 ; Impôts et subventions sur les produits.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	23:2	23:3	23:4	24:1
Produit intérieur brut*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	-0.3	0.3	0.3	0.3
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	-0.3	0.3	0.3	0.5
Consommation privée	0.3	0.1	0.3	0.4
Consommation des administrations publiques	-0.6	0.0	0.1	0.2
Investissements en biens d'équipement	-3.3	-0.7	-1.1	0.8
Investissements dans la construction	-0.7	0.3	-0.1	-0.2
Exportations de biens sans objets de valeur ainsi que sans commerce de transit	-1.6 -2.4	3.0 3.0	3.8 -1.9	-3.3 0.2
Exportations de services*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	2.2	-1.1	0.3	1.0
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	1.1	0.2	-0.8	2.7
Importations de biens sans objets de valeur	-6.4	1.4	2.0	2.3
Importations de services*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	2.1	1.3	1.2	1.5
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	2.3	1.3	1.3	1.7

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations et importations de services.

source : SECO

tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

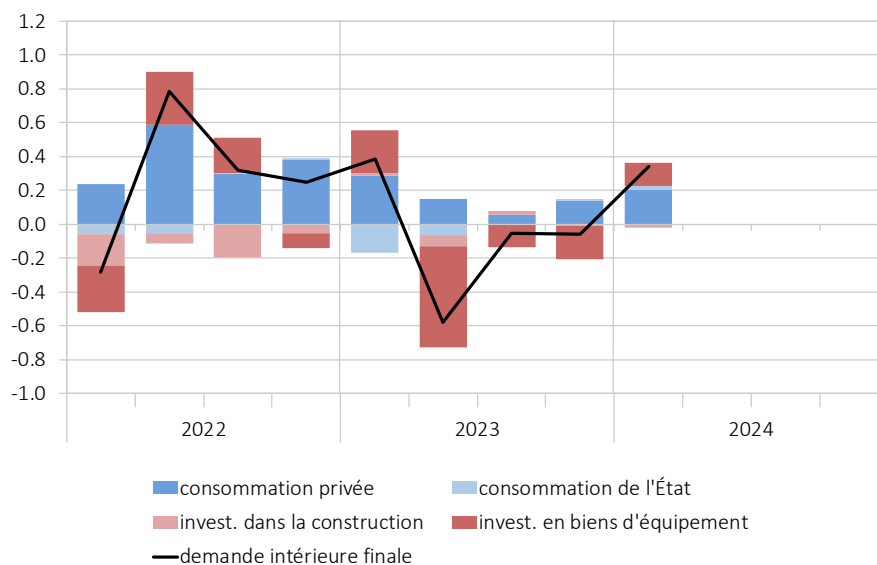
valeurs réelles désaisonnalisées et (le cas échéant) corrigées des événements sportifs, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2023:2	2023:3	2023:4	2024:1
Demande intérieure finale	-0.6	-0.1	-0.1	0.3
Variation des stocks y compris erreur statistique*	-1.0	0.0	-0.5	2.2
Balance commerciale sans objets de valeur*	1.3	0.4	0.9	-2.3

* Concernés par les effets des événements sportifs : variation des stocks y compris erreur statistique et balance commerciale sans objets de valeur

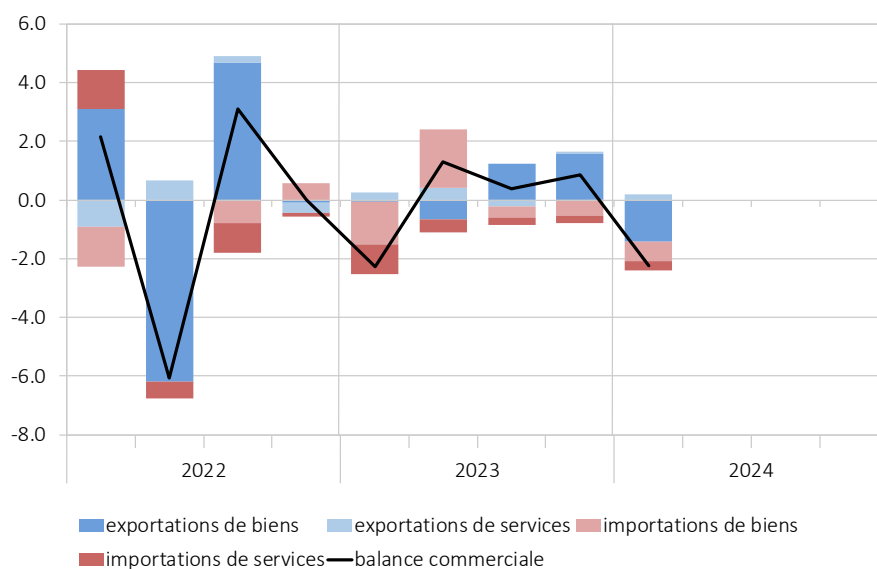
source : SECO

graphique 21 : Composantes de la demande intérieure finale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 22 : Composantes de la balance commerciale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
 désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



source : SECO

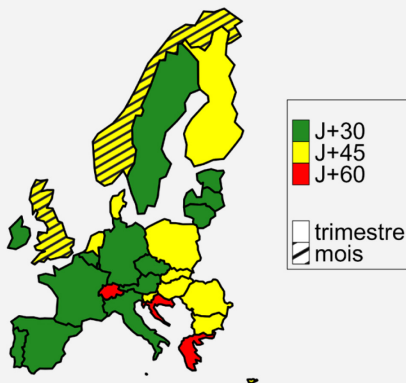
Encadré : un « PIB flash » pour la Suisse désormais disponible

Depuis le 1^{er} trimestre 2024, le SECO publie une estimation rapide (« flash ») du produit intérieur brut (PIB), qui est disponible environ 45 jours après la fin du trimestre, soit quelque 15 jours avant la publication ordinaire des données trimestrielles du PIB. Cela permet d'enrichir la base de données utilisée pour l'analyse de la conjoncture suisse.¹⁰

En temps de crise, il est particulièrement nécessaire de disposer rapidement de données pour mesurer l'activité économique, ainsi qu'on a pu le constater au cours des dernières années, qui ont été particulièrement mouvementées sur le plan conjoncturel. Vu qu'il se prête idéalement à la comparaison internationale et que ses fondements méthodologiques sont harmonisés, le PIB représente l'indicateur par excellence pour mesurer la performance économique d'un pays. Les milieux politiques, économiques, scientifiques, de même que le grand public, sont en effet très demandeurs de chiffres précis et actualisés.

graphique 23 : Disponibilité actuelle des estimations du PIB flash dans divers pays européens

délai de latence entre la fin de la période de référence et la publication, en nombre de jours



sources : SECO, Eurostat, divers offices statistiques

La publication habituelle des données trimestrielles du PIB a lieu environ 60 jours après la fin du trimestre. Mais ces dernières années, les estimations rapides du PIB, appelées « PIB flash », ont gagné en importance en tant qu'indicateurs avancés de la performance économique.

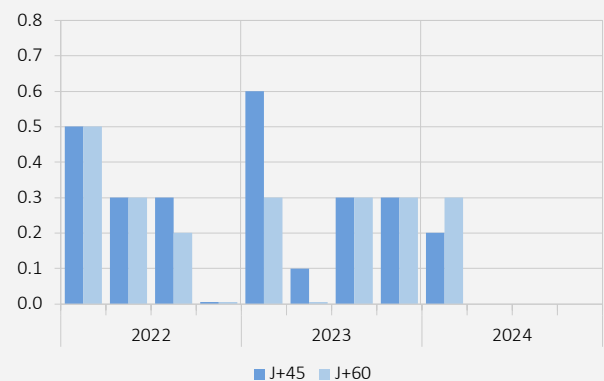
Depuis 2016 déjà, l'office statistique de l'Union européenne (Eurostat) publie, environ 30 jours après la fin du trimestre, une première estimation du PIB trimestriel de l'Union européenne (UE) et de la zone euro appelée « Preliminary flash estimate ». 15 jours plus tard, c'est-à-dire 45 jours après la fin du trimestre, suit le « Flash estimate » qui est un peu plus précis.¹¹

Ces dix dernières années, la plupart des États membres de l'UE ont commencé à publier une estimation rapide trimestrielle du PIB 30 ou 45 jours déjà après la fin de chaque trimestre. Aux États-Unis, cela fait déjà depuis 1969 que sont publiées de premières estimations trimestrielles du PIB à 30 jours. D'autres pays, comme le Royaume-Uni, vont encore plus loin, publiant le PIB non pas tous les quatre mois, mais tous les mois. Les premières estimations sont publiées 45 jours après la fin de la période de référence (graphique 23).

En Suisse aussi, les données trimestrielles des comptes nationaux, et donc la valeur du PIB pour le trimestre écoulé, sont publiées de manière régulière après 60 jours.¹² Le SECO procède en outre, depuis quelques années, à des estimations rapides du PIB à 30 et 45 jours à titre de test. Les résultats ont fait l'objet d'une analyse de faisabilité approfondie¹³ en vue d'une publication plus précoce à l'avenir. Il en est ressorti que l'estimation rapide du PIB à 45 jours, en particulier, offre un bon niveau de précision.

graphique 24 : Croissance du PIB à J+45 et J+60

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs



source : SECO

¹⁰ V. <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2024/05/des-chiffres-du-pib-disponibles-plus-rapidement/>.

¹¹ V. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Preliminary_GDP_flash_estimate_in_30_days_for_Europe.

¹² Les données publiées concernent la production et le PIB selon l'approche par les dépenses et par les revenus ; elles sont présentées en valeurs non corrigées, en valeurs corrigées des variations saisonnières et en valeurs corrigées des événements sportifs. V. <http://www.seco.admin.ch/pib>.

¹³ V. https://www.seco.admin.ch/dam/seco/de/dokumente/Wirtschaft/Wirtschaftslage/bip_daten/machbarkeitsstudie_flash-bip.pdf.

Néanmoins, les résultats du calcul régulier du PIB à 60 jours peuvent présenter des différences par rapport à ceux de l'estimation rapide à 45 jours. En Suisse, de telles révisions sont similaires à celles des Pays-Bas ou de la France, et seulement légèrement supérieures à celles de l'ensemble de la zone euro. Au cours des deux dernières années, la croissance du PIB réel, selon l'estimation rapide à 45 jours, a été, cinq trimestres sur huit, équivalente à celle de la publication régulière à deux mois (graphique 24). Le signe associé au taux de croissance du PIB, indiquant si celui-ci est positif ou négatif, s'est confirmé dans tous les cas. Il n'est, du reste, pas possible de conclure que le PIB flash tendrait à exagérer ou à minorer la croissance du PIB par rapport à la publication régulière à 60 jours.

Mais pourquoi observe-t-on des différences entre les estimations rapides et la publication régulière du PIB à 60 jours ? Cela s'explique par le fait que les estimations rapides sont, par nature, basées sur des données moins complètes que les calculs réguliers du PIB qui ont lieu par après. Il se peut notamment que certaines données de base, telles que les chiffres d'affaires ou les prix, ne soient pas encore connues en totalité. Pour combler ce manque d'informations, les points de données manquants sont pronostiqués à l'aide de modèles statistiques. Ces calculs tiennent compte des résultats d'enquêtes disponibles à un stade précoce ou de données collectées à haute fréquence, notamment sur les marchés financiers. Il en résulte alors des « erreurs d'estimation ». Les révisions sont par conséquent beaucoup plus conséquentes pour les estimations rapides à 30 jours que pour celles à 45 jours.

Il s'agit donc de trouver le juste milieu entre la rapidité de publication et la précision des résultats. Il est techniquement toujours possible de faire des estimations plus précoces. Mais cela n'est pas forcément pertinent : plus les estimations sont réalisées précocement, plus elles revêtent un caractère prévisionnel, puisque la quantité d'informations statistiques fiables disponibles pour les calculs est plus restreinte. Les estimations rapides peuvent donc manquer considérablement de fiabilité, surtout en périodes de difficultés économiques ou de forte volatilité des données. L'intérêt d'une publication précoce est-il donc prépondérant ? Ou le risque que celle-ci lance un signal trop imprécis sur l'évolution du PIB devient-il trop prononcé ?

Le test approfondi effectué au cours des dernières années a montré que les données sont fiables : après 45 jours au moins, la publication d'une estimation rapide du PIB de la Suisse est possible dans une qualité satisfaisante. Par conséquent, le SECO publiera une estimation rapide chaque trimestre à partir de mai 2024. Tout comme dans d'autres pays, la publication se cantonne au taux de croissance du PIB réel, corrigé des variations saisonnières et des événements sportifs. Les autres résultats des comptes nationaux trimestriels, c'est-à-dire l'évolution de la valeur ajoutée du point de vue sectoriel ainsi que les composantes du PIB en termes de dépenses et de revenus, ne sont pas publiés avant 60 jours environ.

Au 1^{er} trimestre 2024, la croissance du PIB était de 0,2 % selon l'estimation flash, 45 jours après la fin du trimestre. L'arrivée de données supplémentaires n'a pas modifié de manière significative le tableau conjoncturel. À J+60, le taux de croissance résultant était de 0,3 % (graphique 24).

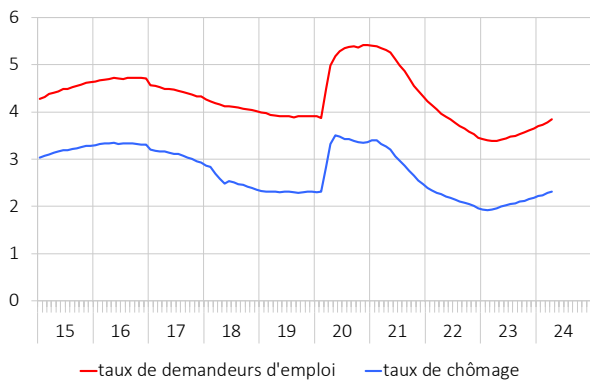
La publication d'une estimation rapide du PIB s'inscrit dans notre mission de producteur public de statistiques. Nous fournissons aux utilisateurs des informations aussi complètes, précises et précoces que possible sur l'évolution du PIB en Suisse. La phase d'introduction de l'estimation rapide sera l'occasion d'une analyse approfondie et, le cas échéant, d'un développement plus pointu, au sens d'une « statistique expérimentale ». Il n'est d'ailleurs pas exclu que, à l'avenir, une estimation rapide de la croissance du PIB suisse puisse être publiée de manière encore plus précoce. Nous poursuivons nos travaux dans ce sens.

Rédaction : Felicitas Kemeny, Philipp Wegmüller

Marché du travail

Le chômage désaisonnalisé s'est accru, en avril 2024, de 1 200 personnes par rapport à mars 2023, ce qui porte leur nombre total à environ 106 400 personnes. Le taux de chômage désaisonnalisé s'est établi à 2,3 %, soit 0,4 point de pourcentage de plus que le dernier plancher, de 1,9 %, atteint en février 2023 (graphique 25). En avril 2024, le nombre désaisonnalisé de demandeurs d'emploi¹⁴ a lui aussi augmenté par rapport au mois précédent, en l'occurrence de 3 300 personnes, passant ainsi à un total de 176 800 personnes. Le taux des demandeurs d'emploi s'est ainsi établi à 3,8 %, dépassant lui aussi, de 0,4 point de pourcentage, le dernier plancher atteint en mars 2023. La tendance observée ces derniers mois s'est donc poursuivie de façon relativement linéaire.

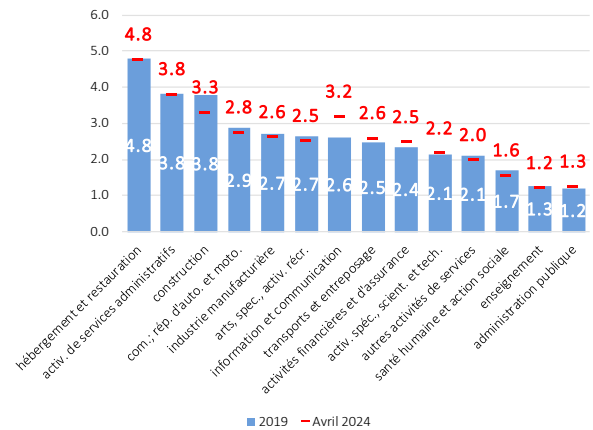
graphique 25 : Chômage et demandeurs d'emploi
valeurs désaisonnalisées, taux en % de la population active



source : SECO

Dans la plupart des secteurs et groupes de population, le taux de chômage désaisonnalisé a légèrement augmenté par rapport au même mois de l'année précédente. Ainsi, le taux de chômage en avril 2024 était légèrement inférieur ou égal à celui de 2019 dans presque tous les secteurs, ce qui témoigne de la situation particulièrement favorable sur le marché du travail en Suisse (graphique 26). Dans le secteur de la construction, le taux de chômage était même nettement inférieur (-0,5 point de pourcentage) à la valeur de 2019. Dans la branche de l'information et de la communication, en revanche, le taux a été nettement supérieur à celui de cette même année de référence (+0,6 point de pourcentage).

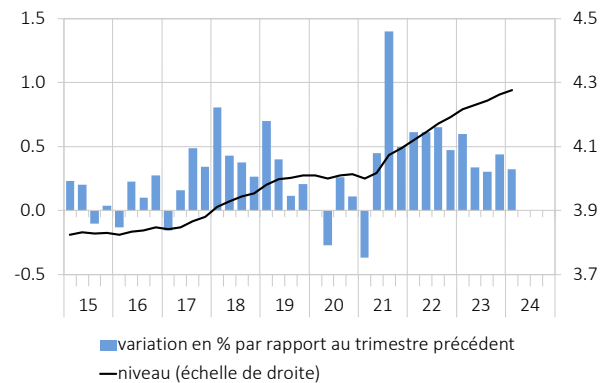
graphique 26 : Taux de chômage, diverses branches
valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

Corrigé des variations saisonnières, l'emploi en équivalents plein temps a augmenté de 0,3 % au 1^{er} trimestre 2024 par rapport au 4^e trimestre 2023 (graphique 27).¹⁵

graphique 27 : Emploi
valeurs désaisonnalisées, équivalents plein temps en mio



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

La croissance de l'emploi a, une fois de plus, été légèrement plus forte dans le secteur des services que dans l'industrie (graphique 28). Dans le secteur tertiaire, les rubriques du commerce de détail, de l'hôtellerie-restauration et de la santé ont apporté une contribution positive. À l'inverse, l'administration et le conseil aux entreprises ainsi que les autres activités de services économiques (hors location de services) ont accusé un recul sensible de l'emploi. La branche de l'information et

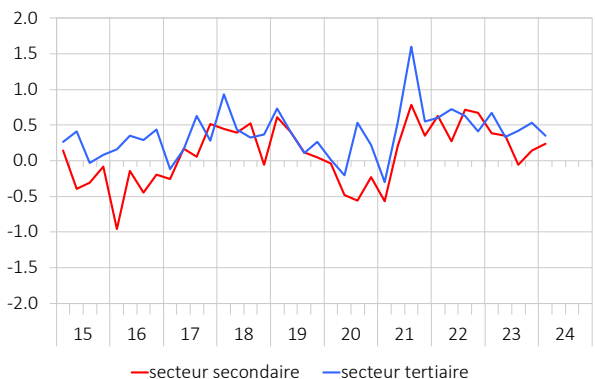
¹⁴ Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

¹⁵ La série temporelle sur l'emploi dans le secteur du placement et de la mise à disposition de personnel (Noga 78) a été corrigée séparément des variations saisonnières et aléatoires et additionnée aux autres séries désaisonnalisées.

de la communication a également connu une légère baisse de l'emploi, ce qui se traduit par une hausse du taux de chômage. Le ralentissement de la croissance dans le secteur secondaire s'explique notamment par le recul de l'emploi dans le génie civil et la métallurgie. Dans l'industrie horlogère, l'emploi a cependant évolué positivement.

graphique 28 : Emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire

valeurs désaisonnalisées, en équivalents plein temps, variation en % par rapport au trimestre précédent



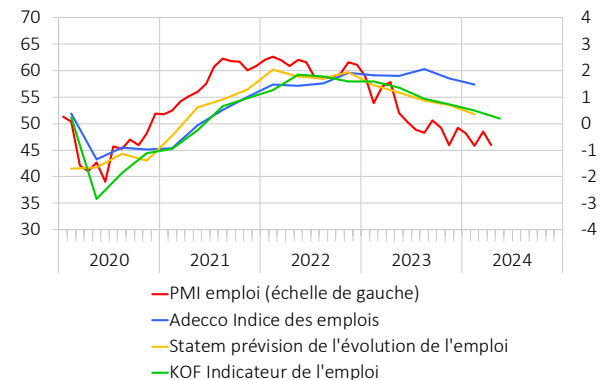
source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les principaux indicateurs du marché du travail continuent d'afficher une tendance légèrement négative, laissant présager une évolution de l'emploi certes moins soutenue mais toujours positive au 2^e trimestre 2024

(graphique 29). Cette observation, associée à la légère hausse du chômage, suggère le retour à une situation de forte demande de main-d'œuvre. Le sous-indice désaisonnalisé de l'indice des directeurs d'achat de l'industrie (PMI) évolue généralement de manière latérale à un faible niveau depuis un peu plus de six mois. Les autres indicateurs mesurant l'évolution de l'emploi dans l'ensemble de l'économie ont, eux aussi, montré une certaine tendance à la baisse, mais se sont maintenus juste au-dessus de leur moyenne à long terme.

graphique 29 : Perspectives d'emploi

PMI : valeur mensuelle ; autres indices : valeurs trimestrielles standardisées



sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

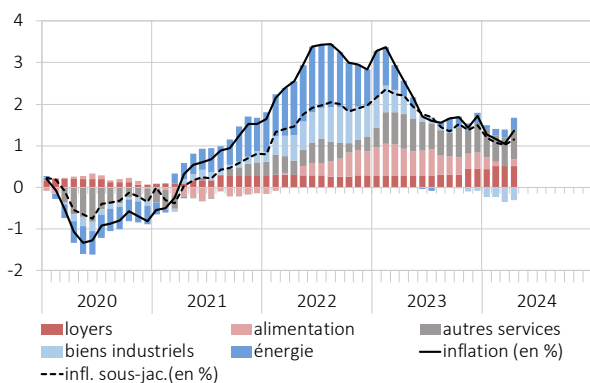
Prix

En début d'année 2024, l'inflation a encore reculé, atteignant 1,0 % en mars, son plus faible niveau depuis l'automne 2021, avant de rebondir en avril 2024, à 1,4 % (graphique 30). L'inflation sous-jacente (hors énergie, carburants et produits frais et saisonniers), qui s'était également repliée à 1,0 %, a repris le chemin de la hausse avec un peu moins de vigueur, à 1,2 %.

La forte hausse de l'inflation en avril s'explique principalement par la croissance des prix du pétrole et la dépréciation du franc suisse. On peut en juger par les prix des biens importés, dont la contribution à l'inflation a augmenté de 0,2 point de pourcentage. Les rubriques Carburants et Mazout affichent une contribution positive à l'inflation en avril, pour la première fois depuis février 2023. L'inflation des produits alimentaires est également repartie à la hausse (graphique 30).

graphique 30 : Contributions des composantes à l'inflation¹⁶

variation sur un an en points de pourcentage



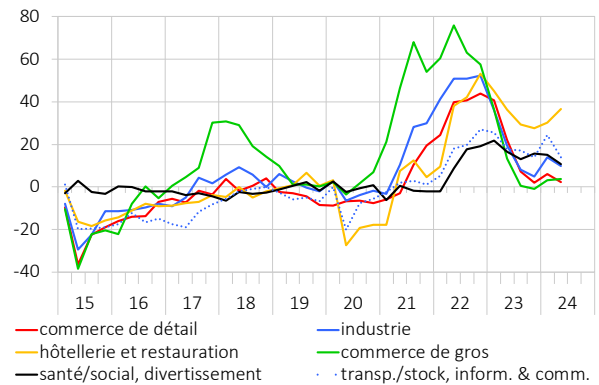
source : OFS (calculs : SECO)

La contribution des loyers, qui avait progressivement augmenté depuis la première hausse du taux de référence en juin 2023, est restée stable en avril.¹⁷ Les

hausse de loyer consécutives à la deuxième augmentation du taux de référence de décembre 2023 devraient se refléter dans les taux d'inflation en mai. Cela pourrait entraîner une nouvelle hausse de l'inflation.

graphique 31 : Prix de vente attendus par secteur

soldes, corrigés des variations saisonnières, évolution attendue pour les trois prochains mois



source : KOF

Les enquêtes auprès des entreprises montrent un tableau mitigé quant à l'évolution future de l'inflation. Dans les rubriques de services Santé/divertissement et Transport/communication, le nombre d'entreprises qui prévoient une augmentation de leurs prix de vente au cours des trois prochains mois reste supérieur à la moyenne. Dans la branche de l'hôtellerie et de la restauration, la pression sur les prix, telle que mesurée, montre même une forte tendance à la hausse (graphique 31). En revanche, dans certains secteurs tels que le commerce de détail et de gros, mais aussi dans l'industrie, les anticipations de prix sont revenues à un niveau modéré. Dans la moyenne, ces entreprises ne prévoient pas d'augmentation significative de leurs prix de vente dans les prochains mois. Sur la base de l'enquête, on ne s'attend pas non plus, en moyenne, à une baisse des prix.

¹⁶ Dans le graphique, les barres représentant les composantes « loyers », « alimentation », « autres services » et « biens industriels » ne s'additionnent pas exactement à l'inflation sous-jacente car tous les secteurs incluent également des produits saisonniers, ceux-ci n'étant pas pris en compte dans l'inflation sous-jacente.

¹⁷ Les prix des loyers sont relevés tous les trimestres et mis à jour dans l'IPC des mois de février, mai, août et novembre.